

# Drogue : Les Républicains à l'offensive

Face à l'ampleur croissante des trafics, la droite prépare un nouveau plan d'attaque régalien pour la rentrée. Le projet défend une réaction déterminée et anticipe une période de fortes turbulences dans les quartiers.

CLAIRE CONRUYT @ClaireConruyt  
ET EMMANUEL GALIERO @EGaliero

**DROITE** Beaucoup, chez Les Républicains, reconnaissent l'ampleur du défi. Derrière ce que l'on désigne désormais sous le nom de « cartels », élus et forces de sécurité constatent les ramifications d'un phénomène aux conséquences multiples : prostitution, islamisme radical, économies parallèles, trafics d'armes... Alors la droite veut avancer des propositions « très concrètes et crédibles », visant à dépasser autant l'« impuissance du gouvernement » que les « slogans » de leurs rivaux de l'opposition.

« Nous voulons être sans tabous et, quand je vois les premiers frémissements des sondages qui nous remettent au centre de l'intérêt, je me dis que la trajectoire est la bonne », confie Éric Ciotti. Le patron de LR renvoie au récent sondage de l'Ifop sur les élections européennes, où son parti gagnait 3 points dans les intentions de vote (8 % à 11 %).

L'idée de monter au créneau sur un sujet régalien a été actée lors d'une réunion à l'Assemblée il y a deux mois. Autour du président des Républicains à la questure sont alors présents son conseiller sécurité, Frédéric Péchenard, Guillaume Larrivé, Annie Genevard, Christelle D'Intorni et Alexandre Vincendet. Le constat est posé : « Aujourd'hui, le trafic de drogue est à la base de la désintégration de quartiers entiers, la source de beaucoup de délinquance dans notre pays et il connaît une amplification extrêmement lourde. Son chiffre d'affaires est estimé à 3,5 milliards d'euros par an, soit près de 10 millions d'euros par jour », souligne Éric Ciotti. Les Républicains notent aussi les témoignages de ceux qui ont observé l'influence des trafiquants de drogue dans le retour au calme après la dernière tempête des émeutes. La nécessité de préserver la bonne marche d'une économie parallèle très lucrative aurait freiné les exactions.

La droite avance trois raisons majeures pour expliquer l'explosion du fléau : la banalisation de la consommation, le fort développement du trafic international et l'existence de réseaux criminels appuyés sur une main-d'œuvre à bas coût, comme on peut le voir à Marseille et à Nice, où les gangs recrutent leurs guetteurs chez les mineurs non accompagnés.

Lors d'un déplacement au Maroc, en mai dernier, Éric Ciotti a évoqué le problème des zones sources. Ses interlocuteurs marocains lui ont assuré qu'un travail était engagé sur des cultures de substitution. « Cette prise de conscience, qui doit être amplifiée, implique une concertation indispensable avec les pays producteurs », insiste le député, quand les spécialistes relèvent que certains « narco-États » sont plus puissants que les États eux-mêmes. La difficulté de s'accorder avec les pays producteurs reste donc un obstacle de taille. « Même les États-Unis n'ont pas réussi avec leurs voisins immédiats d'Amérique du Sud ! », fait observer Frédéric Péchenard. L'expat du trafic de la police nationale, conscient des enjeux économiques du marché international de la drogue, voit cette réalité comme l'une des plus grandes sources de découragement pour ceux qui luttent chaque jour contre les trafiquants. « On peut avoir parfois l'impression de vider la mer avec un seau », souffle-t-il.

Chez LR, on considère que la « culture de l'impunité » et de la « déconstruction de la peine » nées sous la « période Taubira » n'ont pas favorisé une prise de conscience de cette délinquance. « On paie toutes ces années durant lesquelles la sanction a été regardée avec méfiance alors qu'elle est

la solution », accuse le président LR. S'il entretient des relations cordiales avec Gérard Darmanin et Éric Dupond-Moretti, Ciotti reste peu convaincu par la détermination du gouvernement à agir. « Au-delà des discours, il n'y a pas eu de prise de conscience nette. J'espère que cela se traduira par des actes, mais aujourd'hui je ne les vois pas. »



J. DE ROSA/AFIP

« Si on ne met pas fin au sentiment d'impunité du consommateur, on n'avancera pas »

CHRISTELLE D'INTORNI, DÉPUTÉE LR

En attendant, et c'est d'autant plus vrai depuis les émeutes, la droite compte accoucher d'un « texte fort », commun aux députés et aux sénateurs, sur le trafic de drogue. Parmi les idées avancées, celle de renforcer la lutte contre la criminalité organisée en s'appuyant sur la police judiciaire. Sur le terrain de la sécurité publique, les LR estiment que la lutte contre le deal doit également cibler les usagers. « Si on ne met pas fin au sentiment d'impunité du consommateur, on n'avancera pas », plai-

de la députée Christelle D'Intorni, qui porte une proposition de loi prévoyant notamment l'alourdissement des peines encourues par les usagers de stupéfiants ou encore la saisine du véhicule ayant servi à leur achat. Avant d'écarter la « fausse solution » de la dépénalisation (lire ci-dessous) et de juger indispensable la sanction des consommateurs. Les Républicains plaident ainsi pour une multiplication par cinq des amendes forfaitaires et la mise en place du « name and shame », moyen permettant de rendre publique l'identité des consommateurs. « Ce serait sans doute beaucoup plus dissuasif que d'imposer le paiement immédiat d'une amende de 150 euros, notamment auprès de certains consommateurs aisés », plaide le parlementaire. « Le name and shame ne fait pas partie de notre culture », note de son côté le député Alexandre Vincendet. L'élu du Rhône insiste sur la nécessité de reconnaître la consommation de drogue en France « comme un problème de santé publique ». « Ce n'est ni une amende ni de voir son nom sur une liste qui empêchera un usager de consommer, avance-t-il. Il faut changer de paradigme. » Test antidrogue obligatoire lors de la visite médicale d'embauche et, si testé positif, cure de désintoxication et certifi-

« Aujourd'hui, le trafic de drogue est à la base de la désintégration de quartiers entiers, la source de beaucoup de délinquance dans notre pays et il connaît une amplification extrêmement lourde », observe Éric Ciotti, le président des Républicains (ici dans son bureau, à Paris, le 15 juin). FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

cation validée par la médecine du travail avant de reprendre le chemin du boulot ; contrôle inopiné antidrogue sur le lieu de travail « comme pour l'alcool actuellement »... Ces mesures figureront dans la PPL que compte déposer Alexandre Vincendet. « Cet angle est novateur et, en réalité, bien plus contraignant qu'une réponse punitive pure et dure. »

Enfin, pour avoir la possibilité de croiser les fichiers et de mieux exploiter les informations, les LR proposent la création d'un service de renseignement. Celui-ci serait couvert par le secret-défense, rattaché à la Direction centrale de la PJ et dédié à la criminalité organisée transnationale comme aux trafics de stupéfiants.

Au-delà des outils et de la volonté politique qu'ils jugent indispensables, Les Républicains n'excluent pas le risque d'une forte résistance des trafiquants en cas de lutte vraiment déterminée. Un plan d'attaque réfléchi, progressif et géographique implique une prise de conscience des enjeux. « Taper fort, assumer une opération Mains propres, c'est probablement accepter aussi un temps de grand désordre », prévient Olivier Marleix. Le chef de la droite parlementaire à l'Assemblée, est partisan d'un « électrochoc » contre les trafics.

Éric Ciotti insiste : « Il faudra mener cette guerre avec beaucoup de détermination. On sait que, si l'on tape dans la fourmilière, ça va bouger. » Mercredi sur France Inter, le maire LR de Cannes, David Lisnard, a anticipé des émeutes « beaucoup plus violentes » avec l'apparition d'« armes automatiques », si l'État décidait de « s'attaquer en profondeur » aux trafics. Sur la base de témoignages recueillis sur le terrain, l'élu assure que certains dealers ont voulu profiter des émeutes pour détruire des caméras de vidéosurveillance et « faire reculer les positions de la police ».

Face au « désastre de l'impuissance politique », Olivier Marleix dénonce à son tour la « lâcheté et la peur d'agir ». « Y compris chez certains élus locaux », ajoute-t-il.

Quelle que soit l'ampleur du défi, la droite encourage une réaction régalienne de haute intensité. Elle veut en finir avec « ces châteaux forts » des cités, où « la haine des flics » ne cesse de croître. Frédéric Péchenard lance un avertissement. « Il faut attaquer, mettre la pression sur ces voyous qui font la loi, car personne ne peut se satisfaire de cette situation. Une vraie guerre s'impose contre les territoires perdus de la République. Sinon, demain, ce sera plus grave encore que les émeutes. » ■



## Pourquoi la droite ne croit pas à la dépénalisation

LES RÉPUBLICAINS dénoncent autant la faiblesse de la lutte contre la consommation de la drogue en France que sa « banalisation médiatique et culturelle ». « Nous sommes le pays d'Europe où l'on en consomme le plus et nous n'avons pas suffisamment agi pour avertir sur les dangers de cette consommation, notamment chez les jeunes », estime Éric Ciotti.

Et si la droite veut combattre la piste de la dépénalisation du cannabis, c'est parce qu'elle observe que les pays les plus emblématiques en la matière ont révisé leurs analyses. Reculer sur la pénalisation de cette substance ne ferait que reporter le marché sur d'autres produits plus nocifs, assure-t-on chez LR. « C'est une escalade sans fin et une erreur fondamentale », avertit Ciotti. On ne légalise pas un produit extraordinairement dangereux. Aux Pays-

Bas, ils voient aujourd'hui à quel point ces réseaux ont gangrené le pays au point de voir leur premier ministre directement menacé. »

### Une lutte inflexible contre les trafics

Frédéric Péchenard, chargé de coordonner au sein de LR les travaux sur le sujet, abonde : « Tous ceux qui sont allés vers la dépénalisation en sont revenus mais force est de constater que la répression n'a pas eu non plus de résultats exceptionnels. » Pour cet ex-directeur de la police nationale, le combat contre la dépénalisation doit être la première étape d'une lutte inflexible contre les trafics. « Nous dépensons des tombereaux d'argent chaque année pour que les gens arrêtent de boire et de fumer mais si vous dépénalisez, mécaniquement vous augmentez le nombre de consommateurs. »



S. SORIANO/LE FIGARO

Tous ceux qui sont allés vers la dépénalisation en sont revenus

FRÉDÉRIC PÉCHENARD, CHARGÉ DE COORDONNER AU SEIN DE LR LES TRAVAUX SUR LES TRAFICS DE DROGUE

Autoriser la consommation de cannabis ne serait-il pas le meilleur moyen de casser le marché lucratif des dealers ? Les voix soutenant cette piste sont généralement plus nombreuses à gauche mais on se souvient qu'en septembre 2020, trois élus de droite (Gil Avérous, Boris Ravignon et Arnaud Robinet) s'étaient dits favorables. « C'est une vision enfantine des choses car les dealers voudront toujours vendre de la drogue non légal, comme la cocaïne, l'héroïne, le crack, l'ecstasy voire du cannabis avec 30 % de THC (tétrahydrocannabinol) », répond Péchenard. L'ex-policier rappelle que le trafic de cigarettes, produit pourtant autorisé, est plus important que celui de la drogue (trois fois plus d'après les estimations officielles indiquant que le marché illicite français représente 47 % des volumes de l'Union européenne).

Même si certaines drogues autorisées parvenaient à faire baisser le nombre de dealers, Péchenard affirme que cela provoquerait une réorientation des activités criminelles. « Car si ces voyous ne vendent plus de drogues, ils feront autre chose », maintient-il. Pour illustrer son argumentaire, le « M. Sécurité » de la région Île-de-France raconte une expérience vécue en Haute-Marne, quand il était directeur général de la police nationale : après la chute de tous les réseaux de dealers d'une cité de Saint-Dizier en Haute-Marne, les autorités avaient mesuré une hausse significative des cambriolages, braquages et agressions. L'exemple démontre la complexité d'un combat dont personne ne minimise la difficulté chez LR (lire ci-dessus). À la rentrée, la droite proposera son projet avec un message d'ores et déjà clair : « La dépénalisation n'est pas une solution. » ■ C.C. E.T.G.